



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le 24/07/2023

3, rue Paul Guiton
74 000 ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TANNERIES BCS

9 RUE DE L'INDUSTRIE

74150 Rumilly

Références : 20230424-RAP-FortierBeaulieuRumillyRapInspCessActivit-Georisques
Code AIOT : 0006104681

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2023 dans l'établissement TANNERIES BCS implanté 9 RUE DE L'INDUSTRIE 74150 Rumilly. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANNERIES BCS
- 9 RUE DE L'INDUSTRIE 74150 Rumilly
- Code AIOT : 0006104681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'affaire concerne une ancienne tannerie implantée sur le site de Rumilly depuis 1930 et exploitée initialement par la société BAUD.

La raison sociale de l'entreprise a changé en 1970 lors du rachat de deux autres établissements, la tannerie CHALLES et la tannerie SOLAP. Le nom de la société est alors devenu SA Baud-Challes-Solap, dénommée BCS, jusqu'en 2006.

Par la suite, deux autres exploitants ont repris l'activité, la société BSC SCOP de 2006 à 2008, puis la société TANNERIE BCS de 2008 jusqu'à l'arrêt définitif de l'activité en septembre 2015.

Enfin, dans le cadre d'une opération de fusion-absorption, la société TANNERIE BCS a été reprise en juillet 2016 par la société FORTIER-BEAULIEU.

Les activités de l'établissement ont notablement évolué au cours des années. De 1930 à 1987, les peaux étaient reçues au stade « peau brute » et tannées sur le site. Jusqu'en 1960, le tannage était réalisé en « basserie » au moyen de tannins végétaux, puis le procédé de tannage au chrome trivalent a remplacé le procédé végétal. Ensuite, à partir de 1987, la tannerie de Rumilly n'a plus reçu que des peaux déjà tannées au chrome trivalent (dit stade « wet-blue »).

Ainsi, l'activité initiale, comprenant le travail de rivière et le tannage jusqu'au finissage des peaux s'est limitée, à partir de 1987, à la teinture et la pigmentation de peaux préalablement tannées ailleurs.

Initialement, l'activité exercée à Rumilly était soumise à déclaration. Un récépissé de déclaration a été délivré au nom de la société BCS le 14 août 1979 pour l'exploitation d'un établissement de teinture de cuirs en visant notamment l'ex-rubrique n° 396 (teinture de peaux) de la nomenclature des installations classées. Le décret n° 96-197 du 11 mars 1996 a modifié la nomenclature en soumettant l'activité au régime de l'autorisation sous la rubrique n° 2351-1 du fait d'une capacité de production de l'établissement supérieure à 1 tonne par jour (environ 6 tonnes par jour). A l'époque, il avait été considéré que l'établissement bénéficiait de l'antériorité d'exploitation. L'arrêté préfectoral n° 2000-865 du 29 mars 2000 a concrétisé cette situation en autorisant la société BCS à poursuivre l'exploitation de son unité de teinture de peaux à Rumilly.

Par la suite, un récépissé de déclaration de changement d'exploitant et de raison sociale a été délivré le 07 octobre 2015 à la société TANNERIE BCS qui avait en fait repris l'activité du site depuis 2008. Enfin, la reprise de la TANNERIE BCS par la société FORTIER-BEAULIEU s'est traduite par un récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 27 mars 2017.

L'arrêt définitif d'activité de l'établissement est intervenu en septembre 2015.

De nombreuses investigations environnementales ont été menées sur ce site dans le cadre de la procédure de cessation d'activité au titre des installations classées et un mémoire de cessation d'activité a été produit en juin 2017 par l'exploitant. L'examen de ce mémoire a conduit à prendre un premier arrêté préfectoral datant du 20 août 2018 et prescrivant à la société FORTIER-BEAULIEU la mise en œuvre du plan de gestion qu'elle avait proposé pour la remise en état du site.

Par la suite, le promoteur immobilier (Kaufman&Broad - K&B), porteur du projet de reconversion du site pour un usage d'habitat, a fait réaliser des investigations dans les sols dont le but était initialement de quantifier les déblais qui seront générés dans le cadre des travaux de terrassement du projet immobilier (emprises du futur sous-sol et des espaces extérieurs). Les résultats de ces investigations ont mis en évidence des anomalies de concentrations en hydrocarbures totaux et en chrome dans des zones qui n'avaient pas été investiguées auparavant. Afin de tenir compte de cette nouvelle situation, l'arrêté préfectoral n° PAIC-2021-0039 du 09 avril 2021 mentionné en référence a mis à jour le plan de gestion initial telle qu'il a été proposé par l'exploitant.

Par un contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée liant l'opérateur immobilier et le propriétaire du tènement, K&B assure la maîtrise d'ouvrage du projet de reconversion du site, en intégrant aussi les travaux de sa remise en état prescrits par l'arrêté préfectoral du 09 avril 2021 pris dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancienne tannerie. K&B a confié au groupement d'entreprises Razel/Groppi/GRS (RGG) les travaux de désamiantage, de démolition et de dépollution du site. L'organisme certifié en sites et sols pollués mandaté pour l'élaboration et le suivi du plan de gestion ainsi que pour la réception des travaux de dépollution est la société EODD ingénieurs conseils (Villeurbanne).

Les travaux de réhabilitation ont démarré fin 2020 / début 2021 par le désamiantage des bâtiments puis leur démolition. Ces opérations sont entièrement terminées à ce jour. A l'occasion des travaux de démolition des dalles de sol, sur une période courant de fin mars 2021 jusqu'à début mai 2021, plusieurs séries de basseries et d'autres infrastructures enterrées ont été découvertes (une basserie est une cuve dans laquelle est opérée l'opération de tannage végétal du cuir). Au vu de leur contenu apparaissant suspect, le promoteur immobilier a sollicité l'organisme spécialisé EODD Ingénieurs conseil (Villeurbanne – 69) aux fins de caractérisation, sachant que cet organisme avait déjà été mandaté par la société FORTIER-BEAULIEU pour l'élaboration du premier plan de gestion puis sa mise à jour, repris dans les arrêtés préfectoraux d'août 2018 et d'avril 2021 sus-mentionnés. Les résultats obtenus lors de cette caractérisation, ont conduit à faire évoluer une nouvelle fois le plan de gestion d'avril 2021. Afin de tenir compte de cette nouvelle situation, l'arrêté préfectoral n° PAIC-2022-0010 du 8 février 2022 mentionné en référence a mis à jour le plan de gestion initial telle qu'il a été proposé par l'exploitant (voir notre rapport du 2 février 2022).

Le rapport de l'inspection des installations classées du 2 février 2022 traite des travaux effectués avant cette date, et encadrés à l'époque par l'arrêté du 09 avril 2021 mentionné en références.

L'exploitant a transmis son rapport de fin de travaux le 27 février 2023.

Il a également transmis à l'inspection un diagnostic complémentaire des sols en matière de PFAS le 14 novembre 2022. Ce diagnostic complémentaire avait été demandé à l'exploitant par le courrier préfectoral du 23 août 2022, dans le cadre de la recherche de sources de la contamination aux PFAS décelée dans la zone de Rumilly. L'exploitant précise par son courrier du 11 avril 2023 (transmis de manière numérique) que ce diagnostic concernant les PFAS ne modifie pas le dossier de fin de travaux.

En intégrant ces nouveaux éléments, le présent rapport expose les mesures concernant la mise en sécurité du site ainsi que les résultats du diagnostic environnemental du milieu souterrain réalisé fin 2021. Il s'achève par l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation activités - Fin de travaux et SUP	Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 5	/	Sans objet
2	Cessation d'activité. Mise en sécurité et remise en état du site.	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R.512-46-25 et R.512-46-27-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier de cessation d'activité ainsi que la présente inspection ont permis de constater que les dispositions ont été prises par l'exploitant pour mettre le site en sécurité et pour le placer dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation activités - Fin de travaux et SUP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2022, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation activités - Fin de travaux et SUP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5 : Au droit des zones dont les sols ou les terres resteront contaminés par les hydrocarbures et / ou le chrome, l'exploitant doit s'assurer que des mesures de maîtrise des impacts seront prises en instituant des dispositions constructives, des précautions et / ou des restrictions d'usage, comme celles décrites dans la mise à jour du plan de gestion du 10 décembre 2021, de façon à garantir que la pollution résiduelle ne génère pas de risques sanitaires sur le site. A cet effet, en application des articles R.512-39-3 et R.515-31-1 du code de l'environnement, la société FORTIER-BEAULIEU devra établir et transmettre au préfet un dossier en vue de l'établissement de servitudes d'utilité publique telles que prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du code de l'environnement. Ce dossier précisera les limitations ou interdictions nécessaires à l'utilisation, l'aménagement ou la modification du sol et du sous-sol afin de maintenir sur le site un usage ultérieur compatible avec l'usage futur proposé sur la base du niveau de réhabilitation réalisé et mesuré notamment au travers d'une analyse des risques résiduels pour la santé. A ce titre, il comprendra : <ul style="list-style-type: none">- une notice de présentation- un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R.515-31-2 du code de l'environnement ainsi que les aires correspondantes à chaque catégorie de servitudes.- un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leurs usages actuels et envisagés.
Constats : L'exploitant a transmis au préfet un dossier de demande de servitudes d'utilités publique (SUP) en date du 9 mai 2023. Celui-ci reprend les dispositions constructives, les précautions et les restrictions d'usage définie à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2022, et comprend les pièces exigés par ce même article (une présentation du site et du contexte, un plan présentant le périmètre des servitudes, un plan parcellaire). L'instruction de la demande d'instauration des SUP fait l'objet d'un rapport distinct.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Cessation d'activité. Mise en sécurité et remise en état du site.

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles R.512-39-1 et R.512-39-3 (versions en vigueur avant le 1er juin 2022)
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité. Mise en sécurité et remise en état du site.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>R.512-39-1 :</u> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

R.512-39-3 :

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Le terrain est débarrassé de tous les stocks des matériaux et des déchets présentant des pollutions aux hydrocarbures ou au Chrome, à l'exception des zones de regroupements ou du point

de pollution concentré (PPC) N° 2. Ces points de regroupement ou PPC ont été traités conformément au plan de gestion modifié en 2021 (confinement et recouvrement par terre saine). Un amoncellement de terre situé sur la zone nord/nord-ouest du site, présenté dans le diagnostic des sols EODD du 14/11/2022 relatif à la recherche de substances per- et polyfluoroalkylées, était encore présent lors de la visite d'inspection du 24 avril 2023. Ces terres proviennent d'excavations des zones correspondant aux fondations des bâtiments, et ont fait l'objet de multiples prélèvements permettant de justifier qu'elles ne sont pas polluées. En effet, les terres polluées ont été éliminées dans des filière adaptées. L'élimination des terres polluées est décrite dans le dossier de fin de travaux EODD du 27 février 2023. En ce qui concerne les terres présentes sur la zone nord / nord-ouest, elles sont susceptibles d'être réutilisées sur site notamment lors du remblaiement des zones entre les murs des parkings souterrains et les flancs de talus, ou sur les parcelles 579 et 581 ayant vocation à être rétrocédées à la mairie de Rumilly. Les parcelles 579 et 581 sont également intégrées dans le périmètre de la demande d'instauration de SUP. Selon les dires du promoteur, ces terres seront dans tous les cas recouvertes soit de 40 cm minimum de terre saine végétale, soit de 40 cm de remblai technique de type grave non traitée (mélange de cailloux de gravier et de sable). A noter que le plan de gestion, ainsi que la demande de SUP définissent une épaisseur minimale de 30 cm (la marge de 10 cm supplémentaires ajoutée par l'exploitant permet d'assurer le respect de l'épaisseur minimale de 30cm dans le cas d'une variation d'épaisseur appliquée lors du remblaiement). La mise en oeuvre de cette couche de remblai est effective et a été constatée dans les zones accessibles.

Aucune trace de pollution n'est visiblement apparente au niveau du sol.

Le dossier de cessation d'activité ainsi que la présente inspection ont permis de constater que les dispositions ont été prises par l'exploitant pour mettre le site en sécurité et pour le placer dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il en permette un usage collectif résidentiel, avec parkings souterrains / extérieurs, espaces verts mais sans jardins.

Au droit des zones dont les sols ou les terres restent contaminés par les hydrocarbures et / ou le chrome, l'exploitant doit s'assurer que des mesures de maîtrise des impacts seront prises en instituant des dispositions constructives, des précautions et / ou des restrictions d'usage définies à l'article 4 de l'arrêté du 8 février 2022, de façon à garantir que la pollution résiduelle ne génère pas de risques sanitaires sur le site.

A cet effet, en application des articles R.512-39-3 et R.515-31-1 du code de l'environnement, la société FORTIER-BEAULIEU a établi et transmis au préfet le 9 mai 2023 un dossier en vue de l'établissement de servitudes d'utilité publique (SUP) telles que prévues aux articles L.515-8 à L.515-12 du code de l'environnement.

L'instruction de la demande d'instauration de SUP fait l'objet d'un rapport distinct.

Suite à ce contrôle, un rapport complet sera établi par l'inspection des installations classées pour clore le dossier de cessation d'activité.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement, ce rapport sera aussi accompagné d'un rapport valant procès-verbal de constat de travaux de remise en état du site, dont un exemplaire devra être adressé à l'exploitant ainsi qu'au propriétaire des terrains (la société Kauffmann&Broad) et à monsieur le maire de la commune de Rumilly.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet